

alors que nous ne fournissons qu'une faible part du programme. Pour l'instant nous ne sommes pas dans une phase de négociations avec la direction de la RTS, mais de protestation, qui n'est pas seulement la nôtre mais celle du public. Aujourd'hui, près de 25.000 personnes ont signé la pétition de soutien à RTSreligion.

L'annonce de la RTS a en effet suscité une levée de boucliers. Un vaste comité de soutien qui comprend notamment Dominique de Buman, conseiller national (PDC), Micheline Calmy-Rey, ancienne présidente de la Confédération (PS), Christophe Darbellay, président du PDC, le rabbin de la communauté juive libérale de Genève, François Garaï, Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats (PS), Ada Marra, conseillère nationale (PS) ou l'écrivain Eric-Emmanuel Schmitt, a lancé le 23 novembre une pétition pour protester contre la suppression, en 2017, des magazines de la rédaction « RTSreligion ». Le nombre de signataires est impressionnant, aux dires des initiants eux-mêmes. Etes-vous étonné par cet élan de solidarité ? Et comment l'expliquez-vous ?

Nous sommes stupéfaits par l'ampleur et la diversité de cet élan de solidarité. Il est énorme. Je pense que ce soutien est le reflet de l'attachement de nombreuses personnes à la dimension religieuse et spirituelle de l'existence. La décision de la RTS s'en prend à cette dimension et il y a un refus qui se manifeste. Surtout dans le contexte actuel qui requiert que l'on explique mieux les religions. Autrement, on reste à une vision très caricaturale des religions.

Pensez-vous avoir reçu un soutien suffisant de la part des autorités religieuses ?

Oui. Les Eglises se sont clairement manifestées tant au niveau protestant que catholique. Mais le soutien est arrivé aussi de personnalités comme Hafid Ouardiri ou Tariq Ramadan. De plus, ce ne sont pas seulement les religieux qui se sont manifestés, de nombreux citoyens, croyants ou non-croyants, et des personnalités politiques ont signé la pétition et pris la parole. Contrairement à ce qu'on a pu entendre, ce n'est pas seulement le « tam-tam » dans les paroisses qui a provoqué le soutien. Cela va beaucoup plus loin que les milieux religieux.

La SSR et la RTS sont sous pression après le vote sur la redevance gagné de justesse et le dépôt de l'initiative « no-Billag », visant la suppression des redevances radio et télévision. Qu'attendez-vous du débat sur le service public qui doit se tenir aux chambres fédérales en 2016 ?

Le débat a déjà commencé. Nous attendons qu'il déli-

mite le périmètre du service public pour la radio, la télévision, en incluant le site Internet de la RTS. La délimitation est une affaire politique. Certains voudraient réduire le service public à l'information et au divertissement. Un modèle «berlusconien», fondé sur l'émotion et la seule audience. Puis, il y a une perception alémanique du service public qui est différente, tout comme la situation de nos collègues en Suisse alémanique qui, par exemple, produisent cinq messes par année à la radio contre 55 chez nous. Dans la concession du Conseil fédéral à la SSR, il est écrit qu'elle doit favoriser le dialogue entre les religions. Donc nous aidons le service public à remplir sa mission. C'est une situation gagnant-gagnant. Pour cela aussi, la décision que l'on veut nous imposer est incompréhensible. Nous vous aidons à faire votre travail, avec un investissement fort et loyal des Eglises qui investissent de l'argent et vous voulez réduire ce service ! Avec sa proposition, la RTS souhaite nous renvoyer vers la sacristie et nous interdire le parvis, les magazines, lieux de discussion et de débat.

Dans un communiqué publié après la remise des signatures récoltées, la RTS a affirmé que « le traitement des questions religieuses pour nourrir le débat de société, aider à la compréhension des enjeux actuels et favoriser la cohésion sociale constitue un élément important de notre mission de service public » et qu'une « réflexion est en cours pour préciser l'offre liée à la réduction budgétaire ». Que vous inspire cette réaction ? Comment envisagez-vous l'avenir ?

Nous sommes conscients que nous sommes probablement à la fin d'un modèle et que nous devons en définir un autre, satisfaisant. Nous souhaitons un débat, une discussion sereine et loyale, qui permette à chacun de se positionner. Nous sommes conscients de la situation financière de la RTS et de la SSR en général, nous ne sommes pas opposés à toute forme de réduction, mais nous n'acceptons pas de sacrifier nos positions de façon aussi drastique.

Nous souhaitons maintenir un pôle de compétence suffisant, avec des journalistes qui connaissent le sujet. A un autre niveau, cela touche le cœur de notre mission de journalistes chrétiens. Nous sommes des journalistes chrétiens engagés dans le service public, une notion à mes yeux éminemment chrétienne, celle d'un service général à la maison commune.

Propos recueillis par Silvana Bassetti

Pour plus d'information sur la campagne « Soutenons RTS Religion »: <http://soutenonsrtsreligion.info/>

Pour plus d'information sur la réponse de la RTS:

<http://www.rtsentreprise.ch/la-rts-thematique-religieuse/>